

Arusha, le 5 octobre 2007

Les Détenus du TPIR  
Arusha – Tanzanie

Monsieur le Président du TPIR  
 Honorables Juges du TPIR  
Arusha – Tanzanie

**Objet:** Dénonciation des requêtes aux fins de transfert des dossiers des détenus  
 Yusuf Munyakazi, Gaspard Kanyarukiga et Ildephonse Hategekimana

Monsieur le Président,  
 Honorables Juges,

En date du 7 septembre 2007, le Procureur du Tribunal Pénal International pour le Rwanda a adressé au Président de ce Tribunal des requêtes aux fins de transfert des dossiers des détenus Yusuf Munyakazi, Gaspard Kanyarukiga et Ildephonse Hategekimana vers les juridictions rwandaises. Le 2 octobre 2007, l'Honorable Juge Dennis G. M. Byron, Président de ce Tribunal, a désigné des Chambres spéciales chargées de prendre des décisions sur ces affaires. Nous signataires de la présente lettre (détenus en attente de procès, détenus en procès et condamnés nous trouvant à l'UNDF), toujours préoccupés par l'état de l'administration de la justice au sein du TPIR, nous vous soumettons nos avis et considérations sur ces requêtes. Notre position actuelle est dictée par les mêmes appréhensions que celles régulièrement évoquées dans nos diverses correspondances sur le sujet.

En effet, dès que nous avons eu vent des premières négociations entre le Procureur du TPIR et le gouvernement rwandais relatives au transfert des procès du TPIR au Rwanda, nous avons alerté le Secrétaire général de l'ONU et avons dénoncé le fait que le Procureur se laisse influencer et pousser à faire des poursuites sélectives afin de couvrir les criminels au pouvoir à Kigali et de leur assurer l'impunité.

Dans la lettre adressée au Secrétaire Général de l'ONU, le 16 février 2004, nous avons dénoncé le projet de transférer au Rwanda les détenus et les condamnés du TPIR car pour nous:

*«Il ne fait aucun doute que les hommes au pouvoir à Kigali, soucieux si pas de faire disparaître tous leurs anciens adversaires du moins de les museler définitivement, n'apprécient pas qu'il y ait encore quelques hauts cadres politiques et militaires, quelques hommes d'affaires et quelques intellectuels qui, même condamnés par le TPIR, leur échappent encore. En effet, Kigali craint qu'ils continuent à clamer leur innocence et à désigner, preuves à l'appui, le FPR et ses dirigeants, dont le Général Président Paul Kagame, comme les premiers responsables de l'hécatombe rwandaise. Si le pouvoir actuel de Kigali mène aujourd'hui une propagande musclée (et multiplie des déclarations sur les antennes de radios internationales et nationales, dans les journaux de portée nationale et internationale) en vue d'obtenir le transfert [des détenus] et l'emprisonnement au Rwanda des condamnés du TPIR, ce n'est pas parce qu'ils sont Rwandais... mais parce qu'il les considère toujours comme ses opposants farouches qu'il faut éliminer par tous les moyens».*

Par ailleurs, nous avons rappelé, dans cette lettre du 16 février 2004, le «*mea culpa*» de l'ancien Secrétaire général de l'ONU, Boutros-Boutros Ghali qui a regretté d'avoir pris de mauvaises

JURIDIQUE ET ADMINISTRATIF

2007 OCT - 9 P 14 21

D. Byron

décisions portant sur le TPIR et sur les personnes détenues par ce tribunal. Nous avons alors soulevé ces deux questions qui sont toujours d'actualité:

*«Les autorités onusiennes se préparent-elles à prendre encore une décision lourde de conséquences quitte à présenter leur «mea culpa» plus tard? Les principaux décideurs onusiens dans l'affaire rwandaise doivent-ils perpétuellement regretter de s'être trompés comme si les erreurs passées ne leur inspirent pas la prudence et le regard plus attentif et plus humain sur ceux qui doivent subir les conséquences de leurs décisions?»*

Dans la lettre que nous avons adressée au Président du TPIR le 6 août 2007, nous avons indiqué, et les rapports récents d'Amnesty international et de Human Rights Watch nous appuient sans équivoque, que le pouvoir de Kigali mène sous divers prétextes une politique d'anéantissement et, pourquoi pas, de lentes exterminations des membres de l'ethnie hutu, que les responsables de la police rwandaise ne cachent pas que les détenus Hutus sont d'office présumés coupables et qu'ils trouvent normal qu'ils soient l'objet d'exécutions extrajudiciaires. Intervenant lors d'une interview sur la RFI dernièrement, Filip Reyntjens a appuyé davantage les constats d'Amnesty International et de Human Rights Watch. Il a dit: *«Il y a un rapport récent de décembre 2006 d'Amnesty International qui donne un avis tout à fait défavorable, qui suggère qu'il ne faut pas transférer des gens vers le Rwanda notamment parce que les procès ne seraient pas équitables mais Amnesty évoque même des récits de tortures et d'autres mauvais traitements»*<sup>1</sup>.

Monsieur le Président  
Honorables Juges

Dans ses requêtes, le Procureur s'appuie sur la récente suppression de la peine capitale dans le code pénal du Rwanda. La réalité est que le pouvoir de Kigali a finalement accepté cette suppression dans le but d'obtenir des pays étrangers le bénéfice de faire arrêter et de juger au Rwanda plusieurs de ses opposants en exil et d'avoir sous sa coupe les détenus du TPIR. De ce fait, il aura pu neutraliser définitivement tous ses adversaires politiques et faire peur à tous ceux qui auront encore quelque audace de décrier ses crimes. Le Procureur est parfaitement au courant de cette intention criminelle des autorités rwandaises dont l'ingérence paralysante dans l'administration de la justice est bien connue et dont les syndicats de délateurs regroupés dans les associations IBUKA et AVEGA fabriquent les témoins de l'accusation et terrorisent les équipes et les témoins de la défense à tous les niveaux. Il n'ignore pas non plus le nombre trop élevé de prisonniers en attente de jugement dans ce pays dont beaucoup d'entre eux sont sans dossiers. Les requêtes du Procureur ne s'inscrivent ni plus ni moins que dans l'entente tripartite entre les USA, la Grande Bretagne et les dirigeants du FPR au pouvoir à Kigali visant à mettre rapidement fin au mandat du TPIR afin de soustraire les membres de ce front des poursuites pénales pour les crimes qu'ils ont commis au Rwanda durant la période de compétence de ce Tribunal. Cette vérité ahurissante vient d'être révélée par Florence Hartmann, ancienne porte-parole de la Procureure Carla Del Ponte, dans son livre intitulé *Paix et châtiement: les guerres secrètes de la politique et de la justice internationales* (Paris, Flammarion, 10 septembre 2007), particulièrement dans les pages 262 à 275. En tant que témoin direct et privilégié, l'auteur dévoile en détails les pressions qu'a subies, en mai 2003, la Procureure du TPIR,

<sup>1</sup> Interview de Filip Reyntjens sur Radio France Internationale le 19 septembre 2007. Il détaille sa position dans son "Expert report - Filip Reyntjens on behalf of Vincent Bajinya in the City of Westminster Magistrates' Court", 2007.

Voir aussi nos différentes correspondances à ce sujet :

- Notre lettre du 18 mars 2002
- Notre lettre du 19 février 2005
- Notre lettre du 10 janvier 2007
- Notre lettre du 23 janvier 2007
- Notre lettre du 19 avril 2007
- Notre lettre du 08 juillet 2007

Madame Carla Del Ponte, de la part de l'Ambassadeur américain, Monsieur Richard Prosper, pour la forcer à abandonner les enquêtes spéciales en cours contre les membres du FPR et de transférer les dossiers du TPIR au Rwanda. Elle révèle comment les Américains et les Britanniques ont collaboré pour évincer Madame Carla Del Ponte du poste de Procureur du TPIR en vue d'avoir les coudées franches pour protéger les membres du FPR contre toute poursuite. Dans son livre, Florence Hartmann rend compte des négociations tenues du 14 au 16 mai 2003 à Washington D.C. **À l'issue de la rencontre du 14 mai 2003, l'Ambassadeur Richard Prosper «conclut en soulignant la nécessité de parvenir à un accord sur le renvoi des dossiers au Rwanda».** Voici ce qu'écrivit en substance Florence Hartmann sur les travaux du 16 mai 2003 :

*«Vendredi 16 mai, à 11 heures. Les Rwandais ne sont pas de la partie. Del Ponte a rendez-vous au Département d'État pour discuter du TPIY. Prosper et ses conseillers l'attendent dans un bureau exigü. Ils lui soumettent un document intitulé «Résumé des conclusions entre le gouvernement du Rwanda et le TPIR » et formulé comme une feuille de route. Prise au piège, Del Ponte accepte néanmoins de regarder le texte. Le projet a travesti la teneur des discussions de la veille. Il prévoit l'abandon de toutes les enquêtes à l'encontre des suspects de l'Armée patriotique rwandaise (APR) par le parquet du TPIR et leur renvoi devant la juridiction rwandaise, sans aucune garantie de résultats [...]*

*Del Ponte proteste [...]*

*Lorsque Prosper suggère de lui envoyer la nouvelle version par fax à La Haye, elle repart soulagée.*

*Le document arrive la semaine suivante au bureau de La Haye. Les Américains n'ont rien modifié de substantiel [...]*

*Del Ponte repousse le document de la main et laisse à ses conseillers le soin d'informer Prosper de son refus d'y souscrire. De son côté, elle avertit le cabinet de Kofi Annan qui condamne la manœuvre américaine mais tient grief à Del Ponte de s'être exposée à la pression d'un État [...]*

*Prosper n'accepte pas la défaite [...]*

*Les Américains demandent aux Britanniques de monter au front [...]*

*Fin juin [2003], Jack Straw remet à Kofi Annan, de passage à Genève, une lettre dans laquelle il demande de scinder le poste de procureur, commun au TPIR et au TPIY, et la nomination d'un procureur pour le tribunal d'Arusha [...]* » (C'est nous qui soulignons).

Monsieur Hassan Bubacar Jallow, Procureur actuel du TPIR a entériné cet accord macabre à sa prise de fonctions, comme le révèle l'Agence de Presse Hironnelle :

*«En novembre 2003, alors que New York débat du texte qui aboutira à la résolution du 26 mars 2004 portant sur la «stratégie de fin de mandat» des tribunaux ad hoc, Pierre Richard Prosper rassure le président Kagamé. Florence Hartmann affirme ainsi qu'«Il le convainc de ne pas se soucier du texte de la future résolution puisque le gambien Hassan Bubacar Jallow, nommé début septembre pour succéder à Del Ponte, a entériné la promesse des États-Unis aux autorités rwandaises sur l'abandon des poursuites contre les militaires tutsis par le TPIR»<sup>2</sup>.*

Monsieur le Président  
Honorables Juges

Accepter les requêtes vous soumises par ce Procureur soi-disant pour respecter la «stratégie de fin de mandat» du TPIR reviendrait à adhérer vous aussi à ce plan scellé en 2003 visant à la fois à assurer l'impunité aux responsables du FPR, dont le Président Kagame, impliqués dans les

<sup>2</sup> Fondation Hironnelle - Agence De Presse Hironnelle à Arusha Tribunal Pénal International pour le Rwanda, 7 septembre 2007.

massacres de plusieurs milliers de Rwandais et à faire éliminer, par ces mêmes responsables présumés coupables de graves crimes contre l'humanité, toutes les personnes actuellement sous la responsabilité du TPIR. En effet, il saute aux yeux que la mise en exécution totale de ce plan américano-britannique inclut également le transfert des condamnés du TPIR vers les prisons du Rwanda. Nous pensons que ce serait l'une des raisons qui font que depuis 2003, aucune décision de transfert des condamnés vers les pays qui ont accepté de les recevoir n'a été prise<sup>3</sup>.

Monsieur le Président  
Honorables Juges

Nous vous suggérons de confirmer l'indépendance du TPIR, de rejeter les requêtes du Procureur aux fins de transfert des dossiers vers le Rwanda, de demander plutôt aux quatre Présidents des quatre Chambres de première instance du TPIR de se concerter afin de programmer sans plus tarder les audiences pour **tous les six détenus encore en attente de procès**. C'est d'ailleurs dans cette optique que, dans sa résolution 1774 du 14 septembre 2007, le Conseil de Sécurité a rappelé que conformément à sa résolution 1503 du 28 août 2003 : « *le tribunal prenne toutes les mesures possibles pour que tous les procès de première instance soient terminés fin 2008 au plus tard et que la totalité de ses travaux soit achevée en 2010* ». Ceci ne sous-entend pas qu'il faille transférer les dossiers vers le Rwanda.

Nous osons penser que les assurances données récemment à la délégation de neuf diplomates venus de Dar es Salaam pour se rendre compte de l'application de la stratégie de fin de mandat du TPIR selon lesquelles « *le délai imparti pour terminer tous les procès en première instance le 31 décembre 2008 sera respecté, à l'exception d'un seul procès, qui devrait se finir en mars 2009* »<sup>4</sup> signifient clairement que le TPIR entend avoir jugé en première instance même les six détenus actuellement en attente de procès.

Dans le cas où les trois Chambres de Première Instance ne seraient pas en mesure de terminer tous ces procès à la fin de 2008, nous suggérons au Président du TPIR de saisir en temps opportun le Conseil de Sécurité pour prolonger le mandat de ce Tribunal en conséquence ou alors de transférer des procès non terminés vers des juridictions autres que celles du Rwanda.

En guise de protestation contre les transferts envisagés et pour exprimer notre profonde consternation et notre totale dénonciation de la complicité américano-britannique pour garantir l'impunité aux criminels évoluant au sein du FPR et visant notre total anéantissement, nous, les détenus signataires de la présente, avons décidé d'observer une grève de la faim à partir du lundi 08 octobre 2007.

Veuillez agréer, Monsieur le Président du TPIR, l'expression de notre très haute considération.

En annexe, la liste des signataires :

Copie pour information:

- Son Excellence Monsieur le Secrétaire Général de l'ONU, à New York
- Son Excellence Monsieur le Président du Conseil de Sécurité, New York, NY
- Madame/Monsieur le Représentant du pays membre permanent du Conseil de Sécurité (tous)

<sup>3</sup> Les pays suivants ont accepté de recevoir les condamnés du TPIR dans leurs prisons et ont signé avec ce Tribunal des accords ad hoc : Mali, Swaziland, Bénin, Italie, France, Suède.



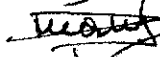
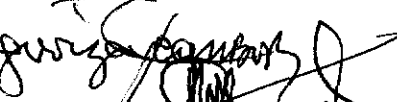
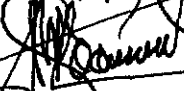




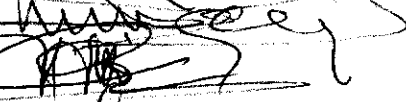




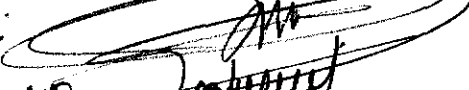
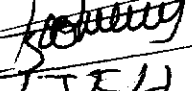
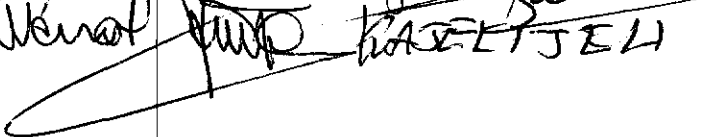
<sup>4</sup> Fondation Hironnelle - Agence De Presse Hironnelle à Arusha Tribunal Pénal International pour le Rwanda, 20 septembre 2007.

- Monsieur le Greffier du TPIR à Arusha
- Monsieur le Procureur du TPIR à Arusha
- Madame/Monsieur l'Avocat(e) de la Défense (tous)
- Monsieur le Président de l'ADAD, à Arusha.
- Commission des Droits de l'homme, à Genève
- Commission Internationale des Juristes, à Genève
- Association Américaine des Juristes
- Association internationale des Juristes démocrates, New Delhi
- Cour Européenne de Justice
- Cour Européenne des Droits de l'Homme
- Cour Africaine des Droits de l'Homme
- Centre de lutte contre l'impunité et l'injustice au Rwanda, à Bruxelles
- Association Dukomere, à Bruxelles
- Amnesty International à Londres
- Avocats sans frontière à Paris.
- FIDH à Paris
- HRW (Human Rights Watch)
- La presse.

Liste des détenus signataires de la lettre du 05 octobre 2007 au Président du TPIR dont l'objet est : « Dénonciation des requêtes aux fins de transfert des dossiers des détenus Yusuf Munyakazi, Gaspard Kanyarukiga et Ildephonse Hategekimana »

1. Ildephonse HATEGECIMANA
2. Augustin NYABALIMANA
3. KANYARUKIGA GASPARD
4. MUNYAKAZI YUSUFU
5. Ephrem SETAKO
6. Haroise RENZATHO
7. N. Butazanda
8. Gaspard NYABALIMANA
9. Emerye Laurent
10. Ferdinand NABIRANA
11. Eliézer Niyitegeka
12. Gratien Kabirizi
13. Siméon B. NCHIZWIRE
14. Bizirwabo Augustin
15. Ntshobari Shalom
16. BIKINDI Simon
17. ZIGIRANYIRAZO
18. Calliste Kalimansa
19. François KAREKA
20. SIMBA Aloys
21. ALPHONSE NTEZUYA
22. Sylvester GACUMBI
23. Aloys NTABAKURU

Liste des détenus signataires de la lettre du 05 octobre 2007 au Président du TPIR dont l'objet est : « Dénomination des requêtes aux fins de transfert des dossiers des détenus Yusuf Munyakazi, Gaspard Kanyarukiga et Ildephonse Hategekimana »

24. Elie NDAYIZAJE 
25. Jean Baptiste GATEETE 
26. Pauline NYIRAPASU HUKO 
27. Jean-beno Barayagwisya 
28. Edouard Kabemeta 
29. Samuel IMANISHIMWE 
30. Anatole Nshyamba 
31. Cesimir Kobimungu 
32. Mathieu Nshyamba 
33. Emmanuel Ndirabakizi 
34. SEROMBA Athanas 
35. Prosper MUGIRAGAZA 
36. Nshyamba Hormidas 
37. Joseph NZIRORERA 
38. Justin Mugenzi 
39. Francois Nshyamba 
40. Gilbert KARETJELI 

Arusha, October 5, 2007.

RECEIVED 08 OCT 2007  
UNDF

ICTR Detainees  
Arusha - Tanzania

Mr. President of the ICTR,  
Honorable Judges of the ICTR,

Subject: Denunciation of the motions for the transfer of the cases of detainees  
Yusuf Munyakazi Gaspard Kanyarukiga and Ildephonse Hategekimana

Mr. President,  
Honorable Judges,

On September 7, 2007, the Prosecutor of the International Criminal Tribunal for Rwanda introduced before the President of the Tribunal motions for the transfer of the cases of detainees Yusuf Munyakazi, Gaspard Kanyarukiga and Ildephonse Hategekimana to Rwandan jurisdictions. On October 2, 2007, Honorable Judge Dennis C. M. Byron, President of the Tribunal, designated special chambers whose mission is to take decisions on these cases. We, signatories of the present letter (detainees awaiting trial, detainees undergoing trial and convicted persons staying at UNDF), still preoccupied with the state of the administration of justice within the ICTR, submit to you our views and considerations on those motions. Our current position is dictated by the same apprehensions as those regularly mentioned in our abundant correspondence on the subject.

Indeed, when we heard about the first negotiations between the Prosecutor of the ICTR and the government of Rwanda on the issue of transfer of ICTR cases to Rwanda, we alerted the UN Secretary General and denounced the fact that the Prosecutor allows himself to be influenced and to be led to carry out selective prosecutions in order to cover up criminals in power in Kigali and ensure their impunity.

In the letter addressed to the UN Secretary General on February 16, 2004, we denounced the project of transfer to Rwanda of the ICTR detainees and convicted persons because, as far as we are concerned:

*"There is no doubt that people in power in Kigali, concerned about muzzling definitively all their former rivals in case they don't make them disappear, are not happy to see some high level politicians and military officers, some businessmen and some intellectuals who, even though sentenced by the ICTR, escape being under their control. In fact, Kigali fears that they continue claiming their innocence and pointing out, with evidence to support their claims, that the RPF and its leaders including General Kagame bear the foremost responsibility for the Rwandan slaughter. If the Kigali current regime is conducting today a robust propaganda campaign (and multiplies declarations through international and national radios, national and international newspapers) in order to obtain the transfer of detainees and the imprisonment in Rwanda of the ICTR convicted persons, it is not because they are Rwandans ... but because the regime always considers them as their fierce opponents to be eliminated by all means".*

Besides, we recalled in that letter of February 16, 2004, the "confession" of former UN Secretary General, Boutros-Boutros Ghali, who regretted to have taken wrong decisions regarding the ICTR and regarding persons detained by that same Tribunal. We then raised two questions which are still topical:



*"Are UN authorities about to once again make decisions loaded with serious consequences even if it means making "a confession" later on? Should the main UN decision makers on the Rwandan case perpetually regret to have made mistakes as if errors do not inspire caution and a more attentive and human look at those who have to support the consequences of their decisions?"*

In the letter addressed to the ICTR President on August 6, 2007, we indicated that the Kigali regime is conducting under various pretexts a policy of annihilation and even of slow extermination of members of the Hutu ethnic group; that the Rwandan police do not hide that Hutu detainees are automatically presumed guilty and therefore find normal that those detainees are the object of extrajudicial executions. In this regard, recent reports of Amnesty international and Human Rights Watch support unequivocally what we said. Just recently, Professor Filip Reyntjens supported further the findings of Amnesty International and Human Rights Watch during his interview on RFI (Radio France International). He said: *"There is a recent December 2006 Amnesty international report which gives a quite unfavorable point of view, which suggests that people should not be transferred to Rwanda notably because their trials would not be fair. Also Amnesty International mentions accounts of torture and maltreatment"*<sup>1</sup>.

Mr. President,  
Honorable Judges,

The Prosecutor based his argument in his motions on the recent suppression of the death penalty in the Rwandan criminal code. The reality is that the Kigali regime has finally accepted suppression of the death penalty with the objective of convincing foreign countries to arrest numerous opposition members living in exile and to have them tried in Rwanda as well as to have under its thumb the ICTR detainees. By so doing, it will have definitively neutralized all its political opponents and threatened all those who may still have the audacity to denounce its crimes. The Prosecutor is fully aware of that criminal intent by the Rwandan authorities whose paralyzing interference in the administration of justice is well known and whose syndicates of informers grouped under the IBUKA and AVEGA associations fabricate prosecution witnesses and terrorize defense teams and defense witnesses at all levels. He is also informed about the very high number of prisoners awaiting trial in that country many of them staying in detention with blank prosecution files. The Prosecutor's motions fall within the framework of the tripartite agreement between the US, Great Britain and RPF leaders in power in Kigali. Its purpose is to quickly put an end to the ICTR mandate in order to protect members of that front from criminal prosecution for the crimes they committed in Rwanda during the period covered by the ICTR jurisdiction. This astounding truth has just been revealed by Florence Hartmann, former spokesperson of Prosecutor Carla Del Ponte in her book entitled *"Paix et châtement; les guerres secrètes de la politique et de la justice internationales* (Paris, Flammarion, 10 septembre 2007) [*Peace and punishment; the secret wars of international politics and justice*], particularly on pages 262 to 275. As a direct and privileged witness, the author reveals in a detailed manner the pressures exerted on the ICTR Prosecutor, Carla Del Ponte, by the American Ambassador, Richard Prosper, in May 2003 to force her to abandon special investigations under

<sup>1</sup> Filip Reyntjens interview with Radio France International on 19 September 2007. Details of his position are found in *"Expert report - Filip Reyntjens on behalf of Vincent Bajinya in the City of Westminster Magistrates' Court"*, 2007.

See also our various correspondences about the subject:

- Our letter of 18 March 2002
- Our letter of 19 February 2005
- Our letter of 10 January 2007
- Our letter of 23 January 2007
- Our letter of 19 April 2007
- Our letter of 08 July 2007

way against members of the RPF and to transfer ICTR cases to Rwanda. She revealed how the Americans and the British collaborated to oust Madame Carla Del Ponte from the post of ICTR Prosecutor in order to have plenty of elbow room to protect RPF members from prosecution. In her book, Florence Hartmann reports on the negotiations held in Washington D.C. from 14 to 16 May 2003. **At the end of the meeting of May 14, 2003, Ambassador Richard Prosper "concluded by underlining the need for arriving at an agreement on the transfer of cases to Rwanda".** The following is what Florence Hartmann writes about the meeting of 16 May 2003:

*Friday May 16, at 11 a.m. The Rwandans are not present. Del Ponte has gone to the State Department to discuss about the ICTY. Prosper and his advisers wait for her in a small office. They submit to her a document entitled "Summary of the conclusions between the government of Rwanda and the ICTR" and formulated like a road map. Although she had fallen into a trap, Del Ponte agreed nonetheless to look at the text. The document was a travesty of the content of the discussions of the previous day. It provided for relinquishing all investigations against suspects of the Rwandan Patriotic Army (APR) by the ICTR prosecutor's office and for their referral to Rwandan jurisdictions, without any guarantee of results [...]*

*Del Ponte protested [...]*

*When Prosper suggested sending her at The Hague the new version of the document by fax, she left with relief.*

*The document arrived the following week at the office in The Hague. The Americans had made no substantial modification [...]*

*Del Ponte rejected the document with a stroke of her hand and left to her advisers the task of informing Prosper of her refusal to endorse it. For her part, she informed Kofi Annan's office which condemned the American maneuver but reproached Del Ponte for having exposed herself to pressures from a State [...]*

*Prosper did not accept defeat [...]*

*The Americans asked to British to take the lead [...]*

*At the end of June [2003], Jack Straw handed to Kofi Annan, during his stopover in Geneva, a letter requesting the separation of the post of the Prosecutor, hitherto common to the ICTR and the ICTY, and the appointment of a separate Prosecutor for the Arusha Tribunal [...]* ( the underlining is ours)

Mr. Hassan Bubacar Jallow, the current ICTR Prosecutor endorsed that macabre agreement when he took office as revealed by the Hirondelle Agence Press:

*"In November 2003, while New York was debating the text which led to the Resolution of 26 March 2004 in regard to the "completion strategy" of the ad hoc tribunals, Pierre Richard Prosper reassured President Kagame. Florence Hartmann confirms thus that "he convinced him to not worry about the text of the future resolution because the Gambian Hassan Bubacar Jallow appointed at the beginning of September to replace Carla Del Ponte had endorsed the US promise to the Rwandan authorities about the relinquishment of prosecution against Tutsi soldiers by the ICTR"<sup>2</sup>.*

<sup>2</sup> Fondation Hirondelle - Agence De Presse Hirondelle at Arusha International Criminal Tribunal for Rwanda, September 7, 2007.

Mr. President,  
Honorable Judges,

Accepting the motions submitted to you by the Prosecutor supposedly with a view to complying with the ICTR "completion strategy" would mean that you also subscribe to that plan concluded in 2003 aimed at ensuring impunity to RPF leaders including President Kagame who were implicated in the massacres of several thousands of Rwandans and to allow the elimination by the same persons suspected of serious crimes against humanity, all persons now under the responsibility of the ICTR. It is indeed obvious that the overall implementation of that American-British plan includes also the transfer of the ICTR convicted persons to Rwandan prisons. We think that this might be one of the reasons why no decision was made since 2003 about the transfer of convicted persons to countries which have accepted to receive them<sup>3</sup>.

Mr. President,  
Honorable Judges,

We suggest that you confirm the independence of the Tribunal, that you reject the Prosecutor's motions for transfer of cases to Rwanda, that you rather ask the three Presidents of the ICTR Trial Chambers to consult in order to schedule without delay the trials of the six detainees still waiting to be tried. Indeed, it is in that perspective that the UN Security Council reminded in its Resolution 1774 of 14 September 2007 that pursuant to its Resolution 1503 of August 2003: *"the tribunal must take all possible measures so that all trials at the first instance level be done with by the end of 2008 at the latest and that the totality of its work be finished in 2010"*. This does not imply that cases should be transferred to Rwanda.

We dare believe that the assurances recently given to a delegation of nine diplomats who had come from Dar Es Salaam to inquire about the implementation of the completion strategy and whose content was that *"the time allowed to finish proceedings before the Trial Chamber on 31 December 2008 will be respected with the exception of only one case which is expected to end in March 2009"* mean clearly that the ICTR intends to have tried even the six detainees awaiting trial.

In case the three trial Chambers may not be able to finish all the cases by the end of 2008, we suggest to the President of the ICTR to refer at the right time to the UN Security Council for the extension of the mandate of the Tribunal or to transfer unfinished cases before jurisdictions other than those of Rwanda.

As a measure of protest against the envisaged transfers and in order to express our deep dismay and our total denunciation of the American-British complicity to grant impunity to RPF criminals while pursuing our total annihilation, we, the detainees signatories of the present letter, have decided to launch a hunger strike starting this Monday 8 October 2007.

Sincerely yours,

The signatories: see annexed list.

Copy to:

- The United Nations Secretary General, New York;
- The President of the UN Security Council, New York
- Madame, M. Representative of a country, permanent member of the UN Security Council, New York (all)

<sup>3</sup> The following countries have accepted to receive ICTR convicted persons in their prisons and have signed ad hoc agreements with the ICTR: Mali, Swaziland, Benin, Italy, France and Sweden.

- The Registrar, ICTR, Arusha
- The Prosecutor, ICTR, Arusha
- Defense Lawyers (all)
- ADAD President, Arusha.
- Commission of Human Rights, Geneva
- International Commission of Jurists, Geneva.
- American Association of Jurists.
- International Association of Democratic Jurists, New Delhi.
- European Court of Justice
- European Court for Human Rights
- African Court for Human Rights
- Center fighting against Impunity and Injustice in Rwanda, Brussels.
- Dukomere Association, Brussels
- Amnesty International, London.
- Lawyers without Borders, Paris
- FDIH, Paris
- HRW (Human Rights Watch)
- The press.



**International Criminal Tribunal for Rwanda  
Tribunal Pénal International pour le Rwanda**

Arusha International Conference Centre  
P.O.Box 6016, Arusha, Tanzania - B.P. 6016, Arusha, Tanzanie

UNITED NATIONS  
NATIONS UNIES

Tel: 255 27 2504207-11 2504367-72 or 1 212 963 2850 Fax: 255 27 2504000/2504373 or 1 212 963 2848/49

1

Date d'envoi: 08-10-07

De: Saidou Guindo, Commandant du  
Quartier Pénitentiaire des Nations Unies

- A:
- M. Jean Pelé Fometé, OIC  
DCDMS  
Mme Félicité Talon, Chambre  
d'Appel.
  - M. Nouhou DIALLO, Coordonateur  
1ère Chambre
  - M. Roger KOUAMBO, Coordonateur  
2ème Chambre
  - M. Constant Hometowu  
Coordonateur, 3ème Chambre

Tr: Dénonciation des requêtes aux fins  
de transfert des dossiers des détenus  
Yusuf Muryakazi, Gaspard Kanyankiga  
et Idéphonse Hategekimana.

Pour le compte de :

- Bizimungu Augustin
- Bagasora Théoneste
- Barayagwiza Jean B.
- Bicamumpaka Jérôme
- Bikindi Simon
- Bisengimana Paul
- Bizimungu Casimir
- Gacumbitsi Sylvestre
- Imanishimwe Samuel
- Kabiligi Gratien
- Kajelijeli Juvénal
- Kamuhanda Jean D
- Kanyabashi Joseph
- Karera Francois
- Karemera Edouard
- Gatete Jean B.
- Mugenzi Justin
- Mugiraneza Prosper
- Hategekimana Idelphonse

- Muhimana Mikaeli
- Muryakazi Yussuf
- Muvunyi Tharcisse
- Nahimana Ferdinand
- Ndayambaje Elie
- Ndindabahizi Emmanuel
- Ndindiliyimana Augustin
- Ngeze Hassan
- Ngrumpatse Mathieu
- Niyitegeka Eliezer
- Nsabimana Sylvain
- Nshamihigo Simeon
- Nsengimana Hormidas
- Nsengyumva Anatole
- Ntabakuze Aloys
- Kanyarukiga Gaspard
- Ntahobali Arsène Shalom  
Serushago Omar
- Kalimanzira Callixte

- Setako Ephrem
- Ntakirutimana Gérard
- Nteziryayo Alphonse
- Nyiramasuhuko Pauline
- Nzabirinda Joseph
- Nzirorera Joseph
- Nzuwonemeye Francois
- Ruggiu Georges Omar
- Rukundo Emmanuel
- Rutaganda Georges
- Rutaganira Vincent
- Rugambarara Juvenal
- Sagahutu Innocent
- Semanza Laurent
- Seromba Athanase
- Simba Aloys
- Renzaho Tharcisse
- Zigiranyirazo Protais

1 S'agissant de courrier professionnel, veuillez l'envoyer conformément à l'article 65 du Règlement portant sur la détention. La page de transmission de la télécopie est jointe.

2X S'agissant de courrier adressé aux juges de Arusha et ou au Greffe, veuillez en prendre soin. S'agissant de courrier adressé aux juges de la Cour d'Appel, veuillez trouver ci-joint la page de transmission de la télécopie ainsi que l'enveloppe d'usage. Quoi qu'il en soit, une copie supplémentaire est jointe pour les besoins d'archives.

3 S'agissant de courrier privé, en vertu des dispositions des articles 58 et 59 du Règlement portant sur la détention, j'ai inspecté le courrier ci-joint et recommande:

- a) que celui-ci soit envoyé:
  - par poste ( l'enveloppe est jointe)
  - par télécopieur (la page de transmission de la télécopie est jointe)
- b) que celui-ci ne soit pas envoyé pour les motifs suivants:

4 S'agissant de courrier autre que le sus-mentionné, veuillez l'envoyer au Conseil de l'accusé.

Date de réception du Courrier de la part du Commandant... 08-10-07..

Pour le Commandant et Par Ordre: A. Khader DIAKHATE

Judge Dennis Byron  
President ICTR

RECEIVED  
OCT-9 P 14:21  
Dennis Byron